



VENEZUELA - Le rôle de la presse dans la construction de la représentation du pays

Luis Alberto Reygada

jeudi 15 décembre 2011, mis en ligne par [Thierry Deronne](#)

Qui se connaît lui-même, mais ne connaît pas l'autre, pour chaque victoire, connaîtra une défaite. (Sun Tzu)

L'influence considérable et croissante des médias de masse modernes sur la politique étrangère des gouvernements est évidente et l'on comprend bien aujourd'hui l'importance de l'information et de son contrôle dans le déroulement des relations internationales. Les réseaux d'information et de communication possèdent une importance géopolitique indéniable car ils sont devenus de réels facteurs de pouvoir et sont indispensablement pris en compte par les preneurs de décisions.

Nous le savons, les médias peuvent être utilisés pour induire les opinions publiques à soutenir ou légitimer des politiques visant à bénéficier certains intérêts, en façonnant des représentations géopolitiques. C'est sur un diagnostic "de perception" des conséquences de la construction d'une représentation du Venezuela par la presse électronique (internet) française que je me suis concentré pour élaborer ce document, à partir d'archives de veille médiatique.

S'il est peut-être aventureux de parler de construction d'une iconographie (du point de vue géopolitique), il est en tout cas possible de parler de tendance, via les médias, à construire une certaine perception d'un pays et de différents éléments qui font partie de l'iconographie du peuple vénézuélien, notamment du point de vue de son système politique et de son gouvernement.

J'étudie donc ici le cas spécifique de cette "identité" (gouvernement) qui est façonnée et véhiculée pour/vers l'opinion publique française par sa presse.

Nous verrons de cette façon comment, à travers la diffusion de certains messages qui peuvent transmettre des éléments linguistiques, psychologiques, idéologiques ou même d'ordre affectif, une guerre des représentations se livre afin de bâtir dans les esprits des cartes géopolitiques - qui sont d'abord des cartes mentales - en fonction de certains intérêts. La presse peut se transformer ainsi en un agent transformateur des représentations et dans une certaine mesure aussi constructeur d'une nouvelle iconographie pour une nouvelle entité en partie « fabriquée » ; je prendrai donc dans ce travail le cas de la construction d'une iconographie pour le Venezuela qui vise à le discréditer et à le cataloguer en tant que « pays voyou / gouvernement nuisible » dans l'idéologie occidentale.

Je précise qu'il n'est pas dans mon but de me livrer ici à un exercice d'analyse journalistique cherchant à trouver la réalité au sujet de la situation politique du Venezuela ; ni même de tenter de prouver que « les médias ne reflètent pas la réalité », sinon de façon plus élémentaire de montrer comment le discours tenu par la presse peut servir à construire une « représentation ».

1.- Fabrication d'une image : le rôle des médias dans les représentations mentales

Si bien ce n'est pas leur objectif principal, les médias - à travers leurs discours - façonnent l'image qu'une société se fait de la situation existante dans des états et des régions éloignés. Il est d'ailleurs bien connu que ce qui n'est pas mentionné par les médias n'existe pas : ils ont le pouvoir de dévoiler (c'est en avril dernier et à cause des troubles politiques survenus qu'une grande partie de l'opinion publique découvre le Kirghizistan) ou bien au contraire de voiler (la découverte en décembre 2009 de la plus grande fosse commune - 2000 cadavres - de l'histoire contemporaine de l'Amérique latine à La Macarena, en Colombie, n'a jamais eu lieu pour la France). C'est donc en grande partie à travers les médias en général et la presse en particulier que notre monde existe (ou n'existe pas) et que l'opinion publique peut se former une représentation mentale de celui-ci, avec ses nuances politiques, sociologiques, culturelles, etc. Le simple fait de parler d'un pays et de se concentrer sur des éléments le caractérisant (positifs ou négatifs) permet de fabriquer une perception (de ce fait modelée) ; entrent alors en jeu les représentations mentales et sociales qui iront affecter l'imaginaire collectif pour construire des systèmes symboliques (« pays démocratique », « état ami », « état voyou », « régime autoritaire », etc.). Naissent subséquemment de nouvelles connaissances ou états de faits, réalités absolues quasi dogmatiques socialement élaborées et partagées par une très grande majorité des membres d'un même ensemble social ou culturel (dans ce cas l'opinion publique française) et qui sont difficilement remises en cause par les propres médias (discours quasi-unique).

Car en valorisant à sa place les données contextuelles d'un évènement, les médias ne permettent plus au lecteur de se créer une opinion personnelle sinon d'acquiescer face à une vérité imposée et qui n'est pas négociable. Ainsi, l'opinion publique s'approprie une interprétation partielle de la réalité qui petit à petit finit par construire des représentations non-objectives de certaines figures. Comme avec Platon et son allégorie de la caverne, nous croyons connaître le monde tel qu'il est vraiment mais en fait les médias ne nous donnent accès qu'à l'apparence qu'ils auront bien voulu nous transmettre et notre perception est donc élaborée à partir de données subjectives et qui répondent souvent à des intentions politiques non dévoilées publiquement.

Lorsque cette construction se réalise de façon intentionnelle on peut alors parler de propagande (en tant qu'outil normalement utilisé afin de déterminer la perception publique d'un enjeu) ou encore de fabrication du consentement (N. Chomsky et E. Herman, 2008) de la part des « médias dominants » occidentaux. C'est peut-être le cas au sujet du Venezuela qui est politiquement un état « non ami » de la puissance étasunienne.



2.- Le Venezuela : construction d'une image et d'une perception - Les éléments de composition de la représentation du Venezuela

J'ai noté que plus de 90% des articles publiés (de janvier 2010 à septembre 2010) par la presse électronique française au sujet du Venezuela étaient orientées vers la même direction : une information à connotation négative ou du moins opposée aux « valeurs occidentales ».

Ce flux d'information (plus de 2000 articles sur le Venezuela ou dans lesquels ce pays est mentionné ont été publiés entre les mois de janvier et août derniers) trouve peu de remparts face à une réalité contextuelle souvent très distante de la version présentée par les mass médias que j'ai observés durant ces mois.

Il est aussi intéressant de se pencher sur la question de la profession de journalisme et de la déontologie journalistique lorsqu'on se rend compte qu'une réalité est souvent mentionnée partiellement ou alors que des faits sont extraits de leur contexte pour permettre de « faire passer un message » - l'on s'en rend compte pour peu qu'on connaisse un peu la réalité géopolitique latino-américaine. Quand sur un sujet/événement d'actualité, des journalistes se trompent à chaque fois sans jamais rectifier et sans autocritique, on est en proie à se demander s'il s'agit d'erreurs ou d'acharnement.

À titre d'exemple, on pouvait lire le 14 janvier 2010 les titres suivants dans la presse électronique française :

- « Coupures de courant tous les deux jours pour les habitants de Caracas » (Romandie News/AFP)
- « Chavez abandonne les coupures d'électricité roulantes à Caracas » (AFP / Canadian Press)
- « Chávez suspend les coupures électriques imposées » (*Courrier international* / El Nacional)
- « Le Venezuela impose des interruptions de courant dans le pays » (CCTV Français)
- « Confusion à Caracas après l'imposition de nouvelles coupures d'électricité » (Libération / AFP)
- « Fin des coupures d'électricité à Caracas » (TF1 News / LCI)

Au final, on ne sait pas vraiment si les coupures de courant ont toujours lieu ou si elles ont pris fin, mais une chose est sûre et restera dans les esprits des lecteurs : le Venezuela est un pays dans lequel ce genre de situation désagréable se présente et c'est assurément de la faute d'un gouvernement mal organisé ou incapable de gérer une crise énergétique.

Par ailleurs, la décontextualisation est le point de départ de toute construction d'identité faussée puisqu'elle part sur de fausses bases et construit une représentation dans un cadre/environnement qui n'est pas forcément faux mais dont les interprétations subséquentes seront obligatoirement erronées.

Le contexte politique vénézuélien est bien plus complexe que la façon dont veulent parfois présenter les médias. Tout d'abord, il est important de noter que l'Amérique latine est considérée historiquement comme la zone d'influence étasunienne - la première puissance de la planète- et ce détail paraît échapper facilement aux lointains observateurs du vieux continent. Il n'est pas possible ou honnête de porter un regard sur les événements qui s'y déroulent sans avoir en tête cet élément géopolitiquement capital, car il faut toujours avoir conscience que cette région a conservé sa suprématie dans les projets de politique extérieure étasunienne. En 1971, alors que Washington se préparait à renverser le gouvernement de Salvador Allende au Chili, le Conseil de sécurité nationale du président Richard M. Nixon avait fait remarquer que si les États-Unis ne pouvaient pas contrôler l'Amérique Latine, ils ne pourraient prétendre "réussir un ordre mondial dans le reste du monde". Aborder un événement politique majeur sans faire référence à la mainmise constante du gouvernement étasunien dans les affaires politiques internes des gouvernements d'Amérique latine est un faux départ qui falsifie les débats qui en découlent.

S'il est donc facile de présenter une vision subjective d'une situation en décontextualisant l'information d'une part puis en présentant seulement une version partielle des faits, on parvient facilement à construire une image autour de phrases nullement innocentes comme : « À l'approche de législatives délicates, Hugo Chavez fait taire une télé d'opposition et réprime les manifestants. » (Ouest France, 21/01/2010).

En tout cas, volontairement ou non, il est certain que les médias contribuent à construire une représentation de la situation politique du Venezuela auprès de l'opinion publique française, dont je présente ci-après quelques éléments qui la conforment. J'ai choisi de me concentrer sur les 4 principales caractéristiques suivantes qui sont les plus véhiculées et donc forcément les plus perçues et communément acceptées au sujet de ce pays :

- « Le système politique vénézuélien est un "régime" autoritaire »
- « la liberté d'expression y est menacée »
- « le gouvernement est agressif militairement et est lié au terrorisme »
- « c'est un pays économiquement non viable »

a. Le système politique vénézuélien : un « régime » autoritaire

S'il est vrai que l'expression « régime politique » fait référence à la manière dont le pouvoir est organisé et exercé au sein d'une entité politique donnée, ce mot à une connotation fortement péjorative dans l'inconscient collectif culturel occidental (surtout grâce à la domination culturelle occidentale qui s'est accentuée à la fin de la guerre froide en imposant une image très négative au « régime soviétique ») ; il implique un jugement de valeur - association avec le totalitarisme ou l'autoritarisme - donc forcément pernicieux car à l'opposé des valeurs idéalement représentées par le système démocratique libéral.

Ce glissement sémantique (technique consistant à remplacer une expression par une autre afin de la charger d'un contenu émotionnel et de lui donner un autre sens) stimule un levier de rejet à cause d'une association culturelle automatique avec des symboles du mal ou de valeurs détestées (communisme, autoritarisme, totalitarisme, dictature).

Il est donc tendancieux d'utiliser le mot « régime » à la place du mot « gouvernement », et s'il est fréquent de le voir employer dans des sites d'actualités prenant la forme de blogs d'opinions, on le retrouve aussi dans la « grande presse ».

En tout, la notion de « régime » est mentionnée 198 fois pour parler du gouvernement vénézuélien, soit dans près de 20% des articles publiés sur le Venezuela.

À continuation quelques exemples :

- « Les institutions sont changées ou doublées par des institutions parallèles dans la main du régime. » - « Venezuela : bilan de la politique économique d'Hugo Chavez », *Contrepoints*, 10/02/2010 ;
- « Obama accepte les nouvelles réalités politiques sorties des urnes dans son « arrière-cour », et qu'elle est prête à collaborer avec des régimes tant de droite que de gauche. Sa présence mardi à la cérémonie d'investiture du président uruguayen José Mujica, un ancien guérillero, qui entretient, contrairement au turbulent président vénézuélien Hugo Chavez, de bonnes relations avec les États-Unis, illustre bien l'état d'esprit apaisé auquel souhaiterait parvenir Washington dans l'ensemble de la région. » - « Hillary Clinton veut reprendre la main en Amérique latine », *Le Figaro*, 02/03/2010 ;
- « L'explication masque cependant plus probablement un refus de communiquer des chiffres qui montrent la faillite du régime actuelle. » - « Explosion de la criminalité au Venezuela », *Contrepoints*, 16/03/2010 ;
- « Pour le directeur du journal *El Nacional*, Miguel Henrique Otero, le chef d'Etat veut ainsi « réguler le seul moyen de communication totalement libre au Venezuela, Internet ». « Tout ce qui est diffusé sur Internet dérange le régime et rend nerveux le président Chavez », analyse-t-il. » - « Après la radio et la télévision, Chavez veut investir Internet », *Le Figaro*, 29/03/2010 ;
- « L'arrestation d'Oswaldo Alvarez Paz (...) devrait faire réagir le monde entier car elle démontre à quel point le régime du président Hugo Chavez est prêt à s'écarter des pratiques démocratiques. » - « Au Venezuela, la liberté est gravement menacée », *Le Figaro*, 19/04/2010 ;
- « Cela aurait été trop suspect aux yeux du régime de Chavez. » - « Dérives antisémites du régime socialiste marxiste du président du Venezuela Hugo Chavez », *Des Infos*, 27/05/2010 ;
- « M. Zuloaga, très critique à l'encontre du régime, a déclaré par téléphone à Globovision qu'il n'avait pas l'intention de se rendre à la justice... » - « Venezuela : le président de Globovision inculpé, risque 1 à

5 ans de prison », AFP, 01/07/2010 ;

L'emploi d'un certain champ lexical peut sûrement influencer sur la représentation que se ferait un lecteur de ce pays, si loin de sa réalité quotidienne.

b. Le Venezuela : un pays où la liberté d'expression est menacée

Le thème de la liberté d'expression est une valeur chère à l'occident, qui se targue d'être l'exemple même de la parfaite mise en pratique de ce droit historiquement ancré dans sa culture. Car dès les XVIIe et XVIIIe siècles, les révolutions anglaise, étasunienne et française se sont caractérisées par la reconnaissance de cette liberté qui fait partie du socle des Lumières. De plus tous les textes légaux qui protègent les droits de la personne accordent à cette liberté une place importante - tant du point de vue national comme international - et il est bien connu qu'elle figure parmi les premières libertés supprimées par les régimes autoritaires (contrôle de la presse).

Il est donc normal que le fait de s'en prendre à la liberté d'expression soit donc perçu comme un outrage injustifiable dans la culture occidentale ; en conséquence transmettre le message ou plus simplement encore seulement suggérer que le Venezuela puisse porter atteinte à ce droit revient à le diaboliser facilement. Des phrases comme « Le président vénézuélien [...] a fermé des stations de radio et de télévision et multiplie les nationalisations. Est-il en train de faire basculer le Venezuela - l'une des plus vieilles démocraties du continent - dans la dictature ? » (RTL INFO - 12/01/2010) sont donc évidemment lourdes de sens et sans équivoque.

Du 25 au 28 janvier dernier, pas moins de 28 articles publiés par la presse électronique française ont abordé le sujet de la liberté d'expression (à l'époque un conflit légal opposait la chaîne privée RCTV à la Commission nationale de télécommunications). En même temps, 14 articles touchaient le sujet de façon indirecte.

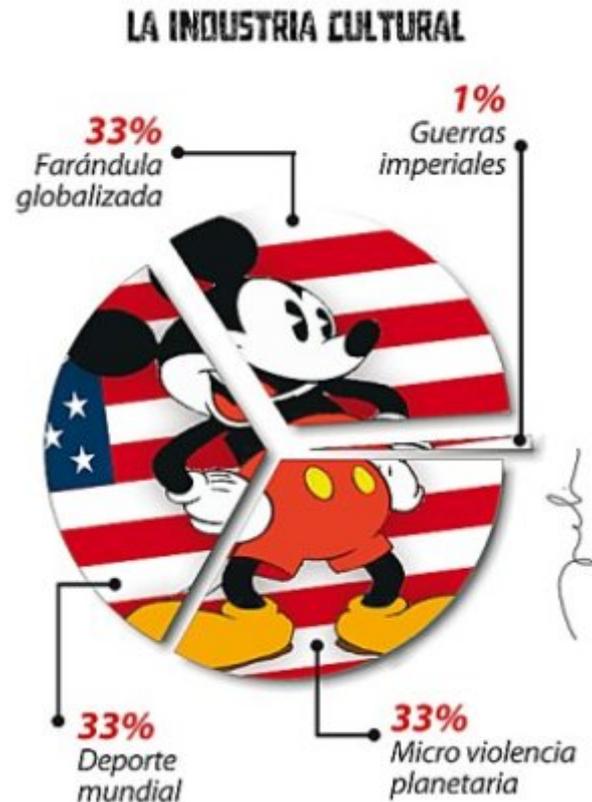
Voici une sélection de quelques titres publiés :

- Six chaînes de télévision, dont RCTV, censurées au Venezuela (France 24 / AFP)
- Venezuela : 6 chaînes TV censurées (*Le Figaro* / AFP)
- Venezuela : Chavez ferme RCTV (*Le Figaro* / AFP)
- Venezuela : la chaîne anti-Chavez RCTV retirée du câble (AFP)
- Venezuela : RTVC pour la 2e fois privée de diffusion par le gouvernement (TV5 Monde - France 24 / AFP)
- Télévision censurée au Venezuela (TF1 News / LCI)
- Venezuela : la chaîne anti-Chavez RCTV retirée du câble (*Nouvel Obs* / AP)
- Venezuela : manifestations contre l'interdiction d'une chaîne de télévision (*Le Monde*)

De janvier à août 2010, j'ai relevé pas moins de 225 articles touchant le thème de la liberté d'expression au Venezuela, desquels 95% abordaient le sujet en diffusant un message - plus ou moins manifeste - selon lequel il existe de gros problèmes de liberté d'expression au Venezuela à cause d'un gouvernement qui restreindrait ce droit essentiel à toute démocratie.

Je n'entrerais pas ici dans les détails sur le contexte politique existant au Venezuela qui expliquent la situation qui oppose la Commission nationale de télécommunications et plusieurs chaînes privées, je remarque seulement que les journalistes ne le font pas et que ceci contribue à la fabrication d'une certaine image qui est répercutée sur le gouvernement vénézuélien et œuvre à provoquer une certaine perception quant au respect de la liberté d'expression dans ce pays.

Peli



c. Le Venezuela : un gouvernement agressif et lié au terrorisme

Un autre sujet revenant régulièrement dans la presse internationale au sujet du Venezuela est le caractère agressif de son gouvernement et ses supposés liens avec des groupes terroristes ou en tout cas qualifiés de la sorte et perçus comme tels par l'opinion publique.

De façon directe, suggérée ou simplement insinuée, le gouvernement vénézuélien est ainsi associé aux Forces armées révolutionnaires colombiennes - Armée du peuple (FARC-EP), à l'organisation « Pays basque et liberté » (ETA), à Al Qaeda, au Hezbollah et même à une unité d'élite des Gardiens de la révolution islamique iranienne.

Ces liens sont mentionnés plus de 200 fois (dans 90% des cas pour pointer la relation avec les FARC et l'ETA).

Observons le cas de l'affaire de la présence militaire iranienne au Venezuela, qui a surgit en avril suite à un rapport du Pentagone présenté au Congrès des États-Unis évoquant la supposée présence d'une unité d'élite (les Forces Qods) des gardiens de la Révolution iraniens dans ce pays.

Le 23 avril 2010, un blog établi en France (Iran Manif) reprend un article du *Washington Times* traduit en français : « L'Iran renforce ses troupes de choc Qods au Venezuela » ; le 26 avril une dépêche de l'AFP est reprise par le site français Iran Focus : « Les Gardiens de la révolution iraniens présents au Venezuela (Pentagone) », le jour suivant sept journaux et sites d'information en ligne reprennent ou publient des articles à partir des dépêches de l'AFP, l'AP ou de Reuters pour annoncer la réaction du gouvernement vénézuélien qui dément l'information.

Voici ce qu'ont publié le *Nouvel Obs* et *Le Figaro* le 27 avril 2010 :

Le Venezuela nie la présence de Gardiens de la Révolution iraniens sur son sol

Le président vénézuélien Hugo Chavez a nié lundi les informations du Pentagone évoquant la présence d'une unité d'élite des gardiens de la Révolution iraniens dans son pays.

Les conclusions du rapport de 12 pages du secrétariat américain de la Défense, présenté au Congrès la semaine dernière, sont "totalement fausses" et "une honte", a affirmé Hugo Chavez, envisageant de demander des excuses aux États-Unis.

Selon le Pentagone, les Forces Qods, unité spéciale des Gardiens de la révolution islamique, sont bien établies et renforcent sa présence en Amérique du Sud, en particulier au Venezuela.

« C'est totalement faux », a martelé Hugo Chavez.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20100427.FAP9807/le-venezuela-nie-la-presence-de-gardiens-de-la-revolution-iraniens-sur-son-sol.html>

Chavez : un rapport américain « faux »

Le président vénézuélien Hugo Chavez a qualifié hier d'« absolument faux » un rapport américain selon lequel des soldats des forces spéciales iraniennes seraient présents en nombre croissant dans son pays. Ce document, envoyé au Congrès américain par le Pentagone en avril, affirme que des éléments de la force Qods, groupe d'élite au sein des gardiens de la révolution, renforcent leur présence en Amérique latine, et « particulièrement au Venezuela ». Ce rapport a alimenté l'inquiétude de Washington sur le resserrement des liens de Téhéran avec les pays de la région, notamment le Venezuela et le Brésil. « Regardez bien ce qu'ils disent », a mis en garde Chavez lors d'une cérémonie retransmise à la télévision. « Si les États-Unis imposent des sanctions à l'Iran, alors ces forces qui se trouvent ici -ce qui est absolument faux- pourraient lancer des attaques terroristes contre le territoire américain ou les intérêts américains. Dites-moi que ce n'est pas là une menace explicite du gouvernement des États-Unis envers le Venezuela, reposant encore une fois sur l'infamie et le mensonge. » Chavez et son homologue iranien Mahmoud Ahmadinejad, tous deux virulents détracteurs des États-Unis, ont renforcé les liens politiques et économiques entre leurs pays.

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/04/27/97001-20100427FILWWW00263-chavez-un-rapport-americain-faux.php>

Pourtant, alors que le jour même le général américain Douglas Fraser, responsable de la zone de commandement militaire Sud (Southcom) de l'armée des États-Unis, réfute l'idée d'une présence militaire iranienne au Venezuela, et que l'agence de presse française AFP publie une dépêche (27 avril : « Pas de présence militaire iranienne au Venezuela, selon un général américain »), pas un seul journal français ne reprend l'information.

Pas de présence militaire iranienne au Venezuela, selon un général américain

WASHINGTON - L'Iran entretient des liens diplomatiques et économiques croissants avec le Venezuela mais n'a aucune présence militaire dans le pays dirigé par le président Hugo Chavez, a affirmé mardi le général américain responsable de la zone de commandement militaire Sud (Southcom).

« Nous observons que l'Iran intensifie ses rapports avec le Venezuela, en termes de présence diplomatique ou commerciale, mais je ne vois aucune preuve de présence militaire » iranienne dans le pays, a déclaré le général Douglas Fraser à des journalistes de défense.

« Rien n'indique que des armes arrivent d'Iran » au Venezuela, a-t-il ajouté.

Ses propos interviennent quelques jours après la publication d'un rapport du Pentagone affirmant que les gardiens de la Révolution islamique, puissant groupe paramilitaire au

service du régime iranien, « ont augmenté ces dernières années leur présence en Amérique latine, en particulier au Venezuela ».

Les Gardiens de la révolution islamique, qui possèdent des forces terrestres, maritimes et aériennes, sont également un puissant groupe économique, aux commandes de multiples entreprises.

Le président du Venezuela Hugo Chavez, principal allié de Téhéran en Amérique du Sud, a démenti lundi soir les allégations américaines sur la présence dans son pays de l'armée idéologique du régime iranien.

Le Pentagone « dit que les forces qu'il qualifie de terroristes, la force révolutionnaire d'Iran, se trouvent ici », « ce qui est absolument faux », a-t-il déclaré lors d'une cérémonie en présence de militaires vénézuéliens.

Le Venezuela et l'Iran sont deux bêtes noires de Washington. Ils sont liés par de nombreux accords de coopération, notamment dans les domaines bancaire et industriel.

Concernant le Venezuela, le général Fraser s'est plutôt inquiété du risque de « prolifération » dans la région des armes légères importées de Russie par Caracas.

« Je crains qu'il existe un risque de prolifération de ces armes », a-t-il dit alors que le Venezuela vient notamment d'acquérir, selon lui, « 100.000 fusils d'assaut AK-103 » ou encore « jusqu'à 2.400 missiles anti-aériens portables ».

Le Venezuela entretient actuellement des relations tendues avec la Colombie voisine, cette dernière soupçonnant Caracas de soutenir la guérilla marxiste des FARC.

<http://www.romandie.com/infos/news2/100427170927.fpqqpe59.asp> [site suisse]

L'on peut se rendre compte que toutes les informations ne disposent pas du même traitement médiatique, et que parfois – comme ce fut le cas pour l'« affaire » précédemment citée – les lecteurs peuvent subsister dans leur appréciation incomplète au sujet d'un évènement tout en continuant de la percevoir comme intégrale et vraie, ce qui contribue à la conformation d'une certaine perception basée sur des prémisses pourtant inexacts ou insuffisantes.

Les médias ont réussi à imposer – par leur façon de prioriser et de donner de l'importance à certains évènements – une image d'agressivité sur le dos du président vénézuélien ; cette étiquette est renforcée par l'occultement d'autres évènements (décontextualisation) qui renforcent cette image en plaçant Hugo Chavez dans un environnement qui apparemment ne justifie pas toujours les décisions prises par son gouvernement.

Par exemple, lorsque le Venezuela rompt ses relations diplomatiques avec son voisin la Colombie, c'est plus de 80 articles qui sont publiés sur le sujet. Ci-après un aperçu des titres publiés le 23 juillet dernier :

- Hugo Chavez rompt les relations entre Venezuela et Colombie (*Nouvel Obs*)

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20100723.OBS7542/hugo-chavez-rompt-les-relations-entre-venezuela-et-colombie.html>

- Hugo Chavez rompt les relations entre la Colombie et le Venezuela (*Le Monde*)

http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2010/07/22/hugo-chavez-rompt-les-relations-entre-la-colombie-et-le-venezuela_1391261_3222.html

- Le Venezuela veut une réunion d'urgence de l'Union sud-américaine (Romandie News)

<http://www.romandie.com/infos/news2/100722214043.yfsymm73.asp>

- Hugo Chavez rompt les relations diplomatiques avec la Colombie (TF1)

<http://lci.tf1.fr/filnews/monde/hugo-chavez-rompt-avec-la-colombie-5934530.html>

- Rupture entre Venezuela et Colombie (BFM-TV)

http://www.youtube.com/watch?v=1ajcNyEYun0&feature=player_embedded

- La rupture des relations Venezuela-Colombie dans le contexte géostratégique mondial (Agoravox)

<http://www.agoravox.fr/actualites/politique/article/la-rupture-des-relations-venezuela-78837>

- Le Venezuela appelle à une réunion urgente de l'UNASUR (Xinhua)

<http://french.cri.cn/781/2010/07/23/302s223984.htm>

- Les accusations de Bogota provoquent la rupture avec Caracas (Regards latinos)

<http://blog.lefigaro.fr/amerique-latine/2010/07/les-accusations-de-bogota-provoquent-la-rupture-avec-caracas.html>

- Le Venezuela donne 72 heures aux diplomates colombiens pour quitter le pays (Romandie News)

<http://www.romandie.com/infos/news2/100722200321.gzhw71ac.asp>

- Hugo Chavez rompt les relations entre Venezuela et Colombie (L'Express)

http://www.lexpress.fr/actualites/2/hugo-chavez-rompt-les-relations-entre-venezuela-et-colombie_908056.html

- Venezuela : la rupture avec la Colombie n'est pas la bonne façon d'agir (Romandie News)

<http://www.romandie.com/infos/news2/100722192117.33zlc08r.asp>

- Venezuela et Colombie : l'OEA lance un appel au calme (Romandie News)

<http://www.romandie.com/infos/news2/100722190007.t6nmr1m.asp>

- Le Venezuela rompt avec la Colombie : Ban Ki-moon appelle à renouer le dialogue (AFP - L'Express - L'Union - Charente libre - La Dépêche - La Croix - Euro News - Voilà - Le Parisien - TV5 Monde - Le Maine libre - Le Point)

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jsQPsyagI22yvvnv2yA2Sanj0pm-A>

<http://www.charentelibre.com/articleAfp-CNG.da205ecb6a0cd983f47c458c0bed4f44.801-le-venezuela-rompt-avec-la-colombie-et-place-ses-troupes-en-etat-d-alerte.html>

<http://www.ladepeche.fr/article/2010/07/22/877673-Le-Venezuela-rompt-avec-la-Colombie-Ban-Ki-moon-appelle-a-renouer-le-dialogue.html>

http://www.lexpress.fr/actualites/1/le-venezuela-rompt-avec-la-colombie-ban-ki-moon-appelle-a-renouer-le-dialogue_908057.html?actu=1

<http://www.lunion.presse.fr/article/alvaro-uribe/le-venezuela-rompt-avec-la-colombie-ban-ki-moon-appelle-a-renouer-le-dialogue>

<http://www.la-croix.com/afp.static/pages/100723060117.xlme14tu.htm>

<http://fr.euronews.net/depeches/381619-le-venezuela-rompt-ses-relations-diplomatiques-avec-la-colombie/>

http://actu.voila.fr/actualites/a-la-une/2010/07/23/le-venezuela-rompt-avec-la-colombie-ban-ki-moon-appelle-a-renouer-le-dialogue_584579.html

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/le-venezuela-rompt-avec-la-colombie-ban-ki-moon-appelle-a-renouer-le-dialogue-22-07-2010-1009581.php>

http://www.lemainelibre.fr/actualite/article_-Le-Venezuela-rompt-avec-la-Colombie-Ban-Ki-moon-appelle-a-renouer-le-dialogue_5824-34_actualite.Htm

<http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/info/p-1911-Le-Venezuela-rompt-avec-la-Colombie-Ban-Ki-moon-appelle-a-renouer-le-dialogue.htm?&rub=2&xml=newsmllmmd.da205ecb6a0cd983f47c458c0bed4f44.801.xml>

http://www.lepoint.fr/monde/le-venezuela-rompt-avec-la-colombie-ban-ki-moon-appelle-a-renouer-le-dialogue-23-07-2010-1217948_24.php

- Ban Ki-moon souhaite voir la Colombie et le Venezuela régler leur divergence par le dialogue (Le Quotidien du peuple en ligne) <http://french.peopledaily.com.cn/International/7078754.html>

- Rupture des relations vénézuélo-colombiennes (Euronews)

<http://fr.euronews.net/2010/07/23/rupture-des-relations-venezuelo-colombiennes/>

- Le Venezuela rompt les relations diplomatiques avec la Colombie (Le Quotidien du peuple en ligne)

<http://french.peopledaily.com.cn/International/7077524.html>

- Venezuela : rupture des relations avec la Colombie (Blog Le Figaro)

<http://www.leblogfinance.com/2010/07/venezuela-rupture-des-relations-avec-la-colombie.html>

- Rupture entre le Venezuela et la Colombie (Branchez-vous matin) <http://matin.branchez-vous.com/nouvelles/2010/07/venezuela-chavez-colombie-rupture-relation-farc.html>

- Le Venezuela rompt officiellement ses relations diplomatiques avec la Colombie (RFI)
<http://www.rfi.fr/ameriques/20100722-le-venezuela-rompt-officiellement-relations-diplomatiques-colombie>
- Venezuela : Bogota rappelle son ambassadeur (*Le JDD*)
<http://www.lejdd.fr/International/Ameriques/Depeches/Venezuela-Bogota-rappelle-son-ambassadeur/>
- Venezuela-Colombie : rupture des relations (France 2)
<http://info.france2.fr/monde/venezuela-colombie-rupture-des-relations-64195975.html>
- Le Venezuela rompt ses relations diplomatiques avec la Colombie, annonce Chavez (*Ouest France*)
http://www.ouest-france.fr/ofdernmin_-Le-Venezuela-rompt-ses-relations-diplomatiques-avec-la-Colombie-annonce-Chavez-6346-1454171-fils-tous-Une_fildMA.Htm
- Chavez rompt toute relation avec Bogota (*Libération*)
<http://www.liberation.fr/monde/0101648508-chavez-rompt-toute-relation-avec-bogota>
- Le Venezuela rompt ses relations diplomatiques avec la Colombie (*Nouvel Obs*)
<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20100722.FAP5890/le-venezuela-rompt-ses-relations-diplomatiques-avec-la-colombie.html>
- Le leader vénézuélien rompt les relations avec la Colombie (TV) (Ria Novosti)
<http://fr.rian.ru/world/20100723/187110215.html>
- Nouvelle crise entre le Venezuela et la Colombie (*Nouvel Obs*)
<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20100723.FAP5897/nouvelle-crise-entre-le-venezuela-et-la-colombie.html>

d. Le Venezuela : un pays économiquement dangereux

Il est souvent mis la lumière sur les évènements qui touchent à la politique économique du Venezuela, en précisant que les nationalisations / expropriations y sont monnaie courante ce qui a de quoi terroriser les habitués de l'économie de marché occidentale.

En effet, près de 200 articles publiés sur le Venezuela réfèrent à des situations dans lesquelles le gouvernement a pris une attitude qui peut choquer les mœurs du système économique libéral.

Nous trouvons un exemple flagrant avec l'« affaire » de la nationalisation de la chaîne de grande distribution Exito (dont le groupe français Casino détient 67%) ; observons le traitement médiatique alloué à cet évènement :

Janvier 2010 : « la nationalisation » : Le gouvernement vénézuélien prend la décision de nationaliser le groupe de distribution Exito, accusé d'augmenter abusivement ses prix après la dévaluation de la monnaie locale. La presse électronique française publie :

17/01

- Venezuela : Chavez exproprie une chaîne d'hypermarchés franco-colombienne (17/01 - *L'Express* / AFP)
- Hugo Chavez annonce l'expropriation d'une chaîne d'hypermarchés propriété de Casino (17/01 - *Eco* 89)

18/01

- Hugo Chavez nationalise la chaîne Exito, qui appartient à Casino (18/01 - *Le Point* / Reuters)
- Casino Guichard : Le Venezuela nationalise la chaîne de supermarchés Exito (18/01 - *Investir*)
- Chavez nationalise Exito, une chaîne appartenant au groupe français Casino (18/01 - *France 24* / Reuters)
- Casino : menacé de nationalisation au Venezuela ! (18/01 - *Le Boursier*)
- Venezuela : Chavez exproprie une chaîne d'hypermarchés franco-colombienne (18/01 - AFP)
- Hugo Chavez exproprie des hypermarchés Casino au Venezuela (18/01 - *Les Échos*)
- Chavez nationalise les hypermarchés Exito (18/01 - *Le Journal du Dimanche*)
- Venezuela : Chavez nationalise des magasins du groupe Casino (18/01 - *Ouest France*)
- Hugo Chavez nationalise une filiale de Casino (18/01 - *Le Journal des Finances*)

- Venezuela : Chavez exproprie une chaîne de supermarchés (18/01 - Easy Bourse)
- Casino Guichard : CASINO : Hugo Chavez nationalise les magasins au Venezuela (18/01 - Zone Bourse)

19/01

- Casino relativise l'impact de la nationalisation d'Exito (19/01 - *Le Point* / Reuters)
- Casino Guichard : Venezuela : un revers, mais pas trop sévère (19/01 - *Investir*)
- Chavez nationalise une filiale du groupe Casino (19/01 - E24 / AFP)
- Casino Guichard : Casino : déboires au Venezuela (19/01 - Zone Bourse)
- Hugo Chávez décide d'exproprier une filiale du groupe Casino (19/01 - *Courrier international*)
- Casino : l'expropriation d'Exito n'affecte pas les perspectives du groupe (19/01 - AFP)
- Casino relativise l'impact de la nationalisation d'Exito (19/01 - *Nouvel Obs* / Reuters)
- Bourse - Casino baisse après la nationalisation d'Exito (19/01 - Reuters)
- Casino Guichard : Les actifs au Venezuela pas essentiels (19/01 - *Investir*)
- Casino privé de Venezuela (19/01 - *La Tribune*)
- Au Venezuela, Hugo Chavez nationalise les magasins Exito, filiale de Casino (19/01 - *Le Monde*)
- Casino : l'international soutient l'activité (19/01 - *Le Figaro*)

20/01

- La nationalisation d'une filiale de Casino se poursuit (20/01 - *Courrier international* / *El Nacional*)
- Le Venezuela prend possession des supermarchés Exito (20/01 - *Le Point* / Reuters)
- Hugo Chavez fait un nouveau pas vers la nationalisation d'Exito (20/01 - EuroNews)
- Venezuela : l'État prend possession des magasins Exito (groupe Casino) (20/01 - Le Blog Finance)
- Casino exproprié au Venezuela (20/01 - BFMTV)

Septembre 2010 : « le paiement » : Le gouvernement vénézuélien approuve le versement 535 millions d'euros aux actionnaires de la chaîne Exito dont fait partie le groupe français Casino, qui devrait ainsi toucher une indemnité de 308 millions d'euros alors que des spécialistes évaluaient sa participation à seulement 100 millions d'euros. La presse électronique française publie :

02/09

- Venezuela - \$600 millions pour les actionnaires d'Exito, dont Casino (02/09 - *Investir* / Reuters)

03/09

- Venezuela - \$600 millions pour les actionnaires d'Exito (03/09 - Reuters)
- Casino Guichard : Venezuela paiera USD600mlns part majoritaire Cativen (03/09 - *Investir* / Dow Jones Newswires)
- Casino : bon prix pour la cession au Venezuela (03/09 - Easy Bourse)

06/09

- Chávez sort le porte-monnaie pour Casino (06/09 - *Libération*)
- Caracas verse 690 millions de dollars à Casino et ses associés (06/09 - *Nouvel Obs* / Reuters)
- Casino pourrait toucher 300 millions d'euros d'indemnités sur Exito (06/09 - AgEFI)

08/09

- Le Venezuela va nationaliser la filiale locale de Casino (08/09 - Easy Bourse)
- Casino : Vers une cession de Cativen (08/09 - *Le Progrès*)

Il est facile de comparer et de se rendre compte que ces deux événements n'ont pas eu la même

médiatisation dans la presse électronique française (proportion de dix à trois) ; en effet l'accent a été mis sur la première partie de l'affaire (celle qui implique une mauvaise image pour le gouvernement vénézuélien). De plus, il est intéressant de noter que mis à part le fait qu'un plus grand nombre de médias ont fait écho de l'information « nationalisation » (la première partie de l'évènement), on trouve parmi ceux-ci plusieurs médias ayant une capacité plus importante d'atteindre un public large (« grande presse ») comme *L'Express*, *Le Point*, *France 24*, *Le Journal du Dimanche*, *Ouest France*, *Courrier international*, *Nouvel Obs*, *Le Monde* ou *Le Figaro*. Au contraire, seulement un seul de ces médias (*Nouvel Obs*) a diffusé la seconde partie de l'évènement (« le paiement »), et 80% des supports de diffusion étaient des journaux spécialisés (sur les sujets économiques), donc orientés à un moins large public.

Pour conclure, on peut donc dire que pour cet évènement :

a) l'information qui peut porter préjudice à l'image du Venezuela a :

- bénéficié d'une plus grande diffusion
- eu une importante répercussion dans les médias « grand public »

b) l'information qui peut favoriser l'image du Venezuela a :

- bénéficié d'une diffusion moins importante (trois fois moins)
- eu une pauvre répercussion dans les médias « grand public »

Ce sont ici plusieurs fondements du libéralisme économique (liberté d'entreprise, sécurité des investissements, risque pays, etc.) qui sont atteints, provoquant une réponse émotionnelle de la part du lecteur de l'information. On peut donc facilement penser que l'image du Venezuela dans cette affaire subit naturellement les répercussions de cette situation car le traitement médiatique de l'information favorise la construction d'une certaine représentation à l'égard - dans ce cas - de la relation entre le gouvernement vénézuélien et son économie et plus particulièrement ses rapports avec le secteur privé. Ici encore la presse est utilisée pour composer une représentation dans l'imaginaire collectif.

Conclusion

Cette possibilité de créer des « réalités politiques » peut engendrer des conséquences importantes à notre époque où les stratèges signalent que nous nous trouvons au stade des guerres de quatrième génération, dans lesquelles la place de l'information est primordiale.

Avec l'arrivée des nouvelles technologies qui permettent une mobilisation de l'opinion à plus grande échelle, les ambitions géostratégiques peuvent s'appuyer sur un nouveau vecteur qui peut permettre des avancées sur le niveau de la guerre des représentations mentales, qui est souvent l'étape précédant la vraie guerre. Une perception juste du monde qui nous entoure reste primordiale.

Première publication :

<http://www.legrandsoir.info/le-role-de-la-presse-dans-la-construction-de-la-representation-du-venezuela.html>